

# Cinq leçons d'une élection

**Jacques Sapir**  
**Directeur d'études à l'EHESS**

Les élections européennes du 7 juin ont été remarquables au moins autant par leurs résultats que par l'aveuglement des commentateurs. Ces derniers ont ainsi mis en avant la « vague conservatrice » à laquelle on aurait assisté. Mais, celle-ci a été des plus relative face à l'abstention, elle réellement historique, que l'on a connu dans ces élections. Il convient, avec le recul nécessaire, de comprendre ce que ces élections ont révélé. Au-delà des premières réactions, il est probable que nous avons assisté au début de la fin de la construction européenne telle que nous la connaissons.

## **I. Le rejet de l'Europe fédérale.**

On l'a dit, l'abstention a été énorme, et pas seulement en France. C'est chez les nouveaux entrants qu'elle a été le plus spectaculaire avec moins de 30% de votant en République Tchèque et à peine plus de 18% en Slovaquie. La France, avec à peine 40% de votants enregistre ici l'un de ses taux les plus faibles de participations. À peine plus d'un électeur sur trois s'est ainsi déplacé en Europe pour aller voter. Ce phénomène est tellement massif qu'il doit être expliqué en priorité.

On peut analyser cette faible participation comme le résultat combiné de plusieurs facteurs :

- (1) Les électeurs européens ont à l'évidence sanctionné une Europe qui s'avère incapable de la protéger de la crise et de ses conséquences. Il n'y a pas de « plan de relance » européen et l'addition des plans nationaux représente ainsi à peine 1% du PIB de l'Europe. De plus, cette dernière a été incapable, par ses règles bancaires, de prévenir la contamination issue de la crise américaine. Il y a pire. L'Europe, par ses directives, enracine cette crise et détruit progressivement tous les instruments dont on pouvait disposer au niveau national pour s'y opposer. De ce point de vue, l'application du Traité de Lisbonne ne changera en rien la situation. Ce traité ne fait que consolider les régressions économiques et sociales de ses dernières années.
- (2) Ceci nous conduit à un second facteur. Les électeurs ont aussi sanctionné une Europe qui a bafoué à de multiples reprises, et ce depuis le Traité de Maastricht, la volonté démocratiquement exprimée des pays qui la composent. Le tour de passe-passe par lequel on a escamoté le « non » français et hollandais au TCE, et par lequel on va probablement faire de même pour le « non » irlandais au Traité de Lisbonne semble avoir définitivement dégoûté les électeurs. Convoqués aux urnes, ils sont restés chez eux, en dépit des discours grossièrement mensongers que l'on a pu entendre. Il faut ainsi rappeler à ceux qui l'auraient oublié que l'Europe n'a rien « construit » en France. Pour qu'il y ait une contribution nette de l'Europe, il faut que les subventions excèdent les versements faits par un pays. Or, dans le cas de la France, nous payons plus que nous ne recevons. C'est peut-être juste au nom de la solidarité, mais que l'on nous épargne alors ce mensonge d'une Europe

venant dispenser ses bienfaits dans notre pays. Ceci explique sans doute les scores faibles des partis Souverainistes, dont une bonne partie des électeurs a préféré ne pas voter.

- (3) À ce tableau sinistre il convient d'ajouter l'absence de solidarité que la crise a révélée. Les Pays baltes, dont la population n'excède pourtant pas 8 millions – soit moins que le nombre d'habitants du Grand Londres ou du Grand Paris – ont été abandonnés au FMI. Ce dernier n'a eu de cesse que de leur proposer une réduction de 25% de salaires de la fonction publique. La Hongrie, qui se débat dans une crise très grave, n'aura pas le plan de stabilisation de ses banques, qui est cependant une chose nécessaire si on veut éviter que les pertes en Europe Centrale ne viennent déstabiliser les banques Autrichiennes et Allemandes. C'est bien cette absence de solidarité qui explique la désaffection brutale des électeurs chez les « nouveaux entrants » de l'Europe.
- (4) Enfin, l'Euro lui-même apparaît aujourd'hui comme un facteur de crise. Tout d'abord en raison de son cours. À un taux de change supérieur à 1,35 Dollars US, et aujourd'hui nettement plus proche de 1,40, il plombe les exportations de la Zone Euro, et de l'Allemagne en particulier. Il faut savoir qu'au-delà de 1,20 Dollars l'accroissement de 6% du taux de change est égal à un accroissement de 1% du taux d'intérêt. Cependant, les dégâts de l'Euro ne s'arrêtent pas là. Le phénomène de « L'Eurodivergence » s'est considérablement accru depuis 6 mois<sup>1</sup>. Il touche désormais les écarts de taux sur la dette publique pour les pays membres. Ainsi, l'harmonisation des marchés de la dette, longtemps présentée comme le seul résultat positif de l'introduction de l'Euro, n'aura pas résisté à la première crise sérieuse.

Nul ne peut prévoir le rythme que prendra cette désaffection. Il est cependant clair qu'elle est profonde et, parce qu'elle a de multiples sources, elle va s'avérer durable. Le 7 mai est mort le rêve d'une Europe fédérale. Ce n'était qu'un rêve, mais il avait au moins pour lui une certaine cohérence. Il s'est fracassé sur le mur des réalités.

L'Europe des Nations, soit la vision Confédérale, ne saurait s'accommoder de la construction Bruxelloise. Cette dernière, dans sa frénésie réglementaire, est une construction de type fédérale. Il faudra bien accepter de revenir sur les directives européennes et rappeler que, si nous ne sommes pas dans une construction fédérale, alors les lois de chaque Nation sont à nouveau supérieures.

## II. La crise de la social-démocratie européenne.

La seconde leçon qui s'impose est celle de la crise, et peut être de la fin, de la social-démocratie Européenne. Bien sûr, on peut trouver des explications locales pour chacun de ses désastres. Ce serait pourtant perdre de vue l'essentiel. C'est dans sa dimension européenne que la social-démocratie a révélé son impuissance.

Elle avait produit un texte qui était une forme de programme commun du Parti Socialiste Européen. Mais, ce programme s'est fracassé sur des réalités auxquels il n'apporte aucune réponse.

- (1) Tout d'abord, ses réponses à la crise sont pitoyables. Le plan de 100 Milliards

<sup>1</sup> J. Sapir, « From Financial Crisis to Turning Point. How the US 'Subprime Crisis' turned into a worldwide One and Will Change the World Economy » in *Internationale Politik und Gesellschaft*, n°1/2009, pp. 27-44.

d'Euros réclamés par Martine Aubry et ses collègues reste très en deçà des besoins. Il aurait fallu en engager le double, et plus probablement le triple. Seulement, on s'est ici heurté à l'Allemagne. La social-démocratie allemande ne veut pas pouvoir être accusée de charger le fardeau de son propre pays. Que ce dernier, par sa politique néo-mercantiliste, ait eu une responsabilité évidente dans la crise est pourtant une évidence. L'Allemagne a délibérément comprimé sa demande intérieure pour développer ses exportations. C'est d'ailleurs très exactement le type de politique que l'on prête aux pays protectionnistes... On voit bien ici que l'Europe ne nous a nullement protégé contre l'égoïsme Allemand, mais nous a probablement enlevé les moyens de rétorsions qui auraient pu rendre une telle politique inopérante. Si l'Allemagne avait su que des droits de douanes seraient venus compenser sa politique, elle se serait peut-être posé le problème de la coopération.

- (2) Ensuite, ses réponses aux causes de la crise sont pathétiques. Face au processus de concurrence de la part des pays nouveaux entrants, le programme du PSE propose d'harmoniser sur le salaire médian. Mais, ce faisant et compte tenu des différences dans les rémunérations, on ne touchera pas au problème du dumping social. Le salaire médian, s'il est un indicateur important et plus robuste que le salaire moyen pour mesurer les inégalités dans chaque pays, est une très mauvaise base pour harmoniser le salaire entre les pays. Le *Parti de Gauche* en a bien pris conscience qui proposait une règle d'harmonisation fondée sur le salaire moyen et non sur le salaire médian. Mais, là aussi, il n'y a pas eu d'erreurs. Les responsables des partis sociaux-démocrates des pays nouveaux entrants ont délibérément choisi de maintenir leur avantage compétitif. Le salaire horaire moyen est de 2,4 Euros en Slovaquie, 3,0 Euros en République Tchèque et 3,2 Euros en Hongrie. Par comparaison, il est de 16,5 à 20 Euros en Allemagne, Belgique, France et aux Pays-Bas. On voit bien que l'écart des rémunérations est très supérieur à celui des productivités (qui est de l'ordre de 1 à 3 ou 1 à 4).

De même, en ce qui concerne les services publics, dont l'OCDE reconnaît aujourd'hui qu'ils sont un des éléments qui expliquent la meilleure résistance de la France à la crise, à part des proclamations de principes, il n'y a pas de remises en causes des directives européennes qui ont imposé le principe de concurrence. Et pour cause : elles ont été votées par le PSE.

- (3) Fondamentalement, la position commune du PSE n'est que de surface. On le voit bien en ce qui concerne la réélection du Président de la Commission Européenne, l'inénarrable Barroso. Cette unité de surface ne saurait masquer les profondes divergences qui minent la Social-Démocratie européenne et qui ne sont que l'illustration des divergences dans l'économie réelle, ce que l'on a appelé l'Eurodivergence.
- (4) Le programme de la social-démocratie européenne a désarmé le PS. On voit bien que s'il faut attendre un accord de tous, nous aurons de longues barbes blanches avant qu'il ne se passe quelque chose sur le front de l'Europe Sociale. Cette dernière est un mythe, ce qu'ont expliqué avec beaucoup de talent des autres auteurs<sup>2</sup>. Ce discours mythique est devenu perceptible pour les électeurs ; ils en ont tiré les conséquences.
- (5) Enfin, la division qui règne au sein du Parti Socialiste et que viennent conforter les pratiques de la direction actuelle, n'ont certainement pas donné envie aux électeurs de se déplacer.

---

<sup>2</sup> F. Denord et A. Schwartz, *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Raisons d'Agir, Le Seuil, 2009.

La social-démocratie européenne est aujourd'hui au pied du mur. Si elle maintient sa foi dans l'Europe, elle deviendra un parti de pleureuses se lamentant sur l'Europe sociale, ce bel espoir toujours déçu. Ses électeurs l'abandonneront à son sort. Elle devra choisir entre le social et l'Europe, entre le mythe d'une avancée à 27 et la possibilité bien réelle d'avancer à 4 ou 5. En tout les cas elle doit rapidement tirer les leçons d'un scrutin qui n'a vu la victoire des conservateurs que par défaut.

### **III. L'impasse victorieuse d'Europe Ecologie.**

La troisième leçon, mais ici nous entrons plus dans la politique française a été le succès de la liste Europe Ecologie.

Celle-ci avait pour elle la cohérence de son discours et la diversité de ses têtes de listes. Elle a pris l'avantage sur le MoDem bien avant la projection du film « Home ». Cependant, ce succès pourrait bien s'avérer un cul-de-sac.

En effet, et les déclarations des dirigeants d'Europe Ecologie sont là pour le prouver, cette cohérence du discours n'induit pas une cohérence de l'action. Si l'on prétend que l'on ne peut agir qu'au niveau Européen pour traiter la double crise, économique et écologique, quelles réponses apportera-t-on en cas de blocage par les autres pays d'Europe ?

D'une certaine manière, les écologistes vont se retrouver devant la même contradiction que la social-démocratie. S'il n'y aura pas d'Europe sociale, en tous les cas pas à 27 comme on l'a indiqué, il n'y aura pas plus d'Europe Ecologique. Les dirigeants d'Europe Ecologie prétendent que l'on ne peut plus agir dans le cadre national, mais ils vont s'apercevoir que l'on ne peut pas agir dans l'Europe des 27, du moins pas à la hauteur de leurs ambitions.

Ils devront alors accepter de réviser à la baisse leurs revendications en se contentant de demi-mesures ou de déclarations vagues qui n'engageront pas les gouvernements, et ainsi trahir la partie « écologie » de leur programme, ou accepter le fait que des mesures unilatérales peuvent permettre de sortir de ce blocage. D'une certaine manière, la contradiction qui existe entre l'Europe des 27 telle qu'elle est et l'écologie va se révéler, à mesure que le succès de la liste Europe Ecologie va lui conférer des responsabilités.

Que les dirigeants de cette liste en soient conscients est une évidence, comme on l'a vu avec la charge- par ailleurs totalement justifiée – qu'ils ont mené contre l'actuel Président de la Commission Européenne, M. Barroso. Mais, ils ne peuvent ignorer que ce dernier représente le point d'équilibre entre le Parti Populaire Européen et une partie du PSE. Ils ne peuvent ignorer non plus que cette alliance, profondément conservatrice, sera reconduite. Dès lors quelle sera leur politique ?

Ils peuvent se contenter d'une « mise au pied du mur » des responsables européens. Dans une telle politique on présente des propositions, que l'on sait ne pouvoir être adoptées, pour ensuite dénoncer l'absence de coopération ou de sens écologique des autres forces politiques. Cela permet, certes, de beaux effets de manche dans l'enceinte du Parlement Européen mais c'est parfaitement et totalement inefficace.

Ils peuvent ensuite, on l'a dit, passer des compromis pour faire aboutir certaines de leurs revendications. Mais, le problème de la cohérence de leur programme sera alors directement posé. Si on admet qu'il est cohérent, il doit être appliqué dans sa cohérence. Si on aboutit alors à voter une directive sur la « taxe carbone » en échange du soutien des écologistes au démantèlement des services publiques, c'est cette cohérence qui sera mise à mal. Ils auront alors bien du mal à prétendre devant leurs électeurs qu'ils sont en train d'appliquer leur

programme. On sait que les « Verts » ont ainsi appuyé les directives sur la concurrence dans le domaine de l'énergie et des transports.

Ils devront ainsi choisir entre l'écologie et l'Europe, tout comme les socialistes furent contraints de choisir entre le social et l'Europe. On sait quelle fut la réponse que les socialistes ont donnée à ce choix. Ils en payent aujourd'hui la facture. Les écologistes risquent donc de sacrifier l'écologie à l'Europe, et d'en subir les conséquences.

#### **IV. La sanction des sectaires.**

Une quatrième leçon de ces élections est que les électeurs en ont assez des prises de positions proclamatoires qui ne cachent guère les ambitions personnelles. On a pu le constater avec le cas du MoDem, ainsi passé de près de 13% à environ 8%, mais aussi dans le cas du NPA.

Dans le premier cas, cela signe probablement la fin des ambitions personnelles de François Bayrou. Peut-être pourra-t-il maintenir sa position de « 3<sup>ème</sup> homme » dans le cadre d'une élection présidentielle. Mais, son ambition de faire jeu égal avec la social-démocratie s'est à ce jour brutalement éloignée.

Quant au parti créé sur la base de l'ex-Ligue Communiste, il a ainsi vu son score descendre des 7% à 8% qui lui étaient promis au début de 2009 à moins de 5%. L'argument selon lequel les électeurs du NPA auraient été plus sensibles à l'abstention que la moyenne ne tient pas. Dans le même temps, le score du Front de Gauche, initialement crédité de 3%, n'a cessé de monter jusqu'au plus de 6% qu'il a enregistré. Il y a bien eu un transfert des voix.

Ceci sanctionne une campagne sans réelles perspectives et relativement sectaire de la part du NPA. Dès lors, le choix qui s'ouvre à lui sera le suivant. Où il persévère dans sa ligne, et il se verra réduit progressivement aux seuls électeurs de la Ligue Communiste, perdant ainsi le capital qu'avait accumulé sur son nom – mais non sur son programme – Olivier Besancenot lors de la campagne présidentielle, où il se penche sérieusement sur la question des alliances. La politique du « splendide isolement », en tous les cas, ne le mènera nulle part.

La stratégie de personnalisation à outrance qu'il a suivie peut d'ailleurs s'avérer très dangereuse. Elle le met à la merci du bon vouloir de la presse, qui ne lui est favorable que dans la mesure où il correspond à un phénomène de mode, et qui peut alors exploiter la moindre erreur de son candidat.

Il faut ici considérer ce qu'à fait perdre cette stratégie au mouvement de contestation du capitalisme. Une candidature commune du NPA avec les autres alliés du Front de Gauche avait, en statique, un potentiel de 11% à 12%. On le constate dans les résultats. En dynamique, ce potentiel eut été plus important. Avec le choc psychologique que provoquait alors une véritable dynamique unitaire, on peut penser que ce Front de Gauche pouvait atteindre 13% à 14%. Dès lors, ce Front de Gauche réellement unitaire pouvait faire jeu égal avec Europe Ecologie. On aurait alors construit un rapport de forces qui pouvait immédiatement être traduit dans le mouvement social. Au contraire, en jouant le jeu de la division, la direction du NPA a pris la responsabilité d'affaiblir ce mouvement en ne lui offrant pas de perspective de débouchés dans une échéance électorale.

Inversement, il faut s'intéresser aux raisons qui sous-tendent la relativement bonne prestation du Front de Gauche. Parce qu'il a cherché à construire un véritable programme, il a su

dépasser cette contradiction dans laquelle s'est enfermée le NPA.

Certes, ce programme est encore imparfait ou du moins largement perfectible. Mais, en particulier sur l'Europe, il n'éluide plus la possibilité d'actes unilatéraux. Ceci a été un élément important de la crédibilité de ses positions et le deviendra incontestablement toujours plus à l'avenir. De ce point de vue, soit le Front de Gauche élabore complètement un programme et en définit les conditions d'applications en cas de blocage Européen, ou il connaîtra la même crise que la social-démocratie européenne.

## **V. Tous protectionnistes ?**

Ceci me conduit à la cinquième des leçons de ce scrutin, et qui n'est pas la moins paradoxale. En France, pratiquement tous les partis en présence ont fait de la « protection » un élément de leur campagne. Ceci a pu être explicite, avec des analyses claires que l'on a retrouvées chez Philippe de Villiers ou Nicolas Dupont-Aignan. Ceci a pu être implicite, mais finalement assez lisible pour les électeurs, comme au Front de Gauche. Ceci, enfin, a pu être diffus, comme à l'UMP, au PS et même dans le cas du MoDem, qui à vrai dire n'en était pas à une contradiction près. On a même trouvé des traces de ce discours au sein d'Europe Ecologie avec les références, que l'on doit à José Bové, à la souveraineté alimentaire. Seul le NPA a refusé d'entrer dans la problématique de la protection, marquant ainsi le côté purement propagandiste de ses propositions.

La question des protections, c'est-à-dire du protectionnisme pour prononcer le mot, a donc bien été au cœur de cette campagne des élections européennes. Un tabou a sans doute été brisé. Nul doute que l'on ne remettra pas la génie dans la boîte une fois qu'il est sorti. La question du protectionnisme sera donc au cœur des combats futurs.